

L'enlisement de la trajectoire de développement de la Tunisie

Hédi Sraïeb

J' ai choisi d'aborder la question complexe de la globalisation capitaliste, la multitude de ses médiations et ses conséquences diverses et désastreuses, non pas tant par l'entremise d'un propos théorique et conceptuel adossé à l'argumentation d'autorité que constitue la statistique d'État, mais plus modestement de vous relater le parcours historique de ce petit pays qui est le mien. Un récit donc, mais qui cherche à dégager des enseignements plus généraux et à mettre le doigt sur des points d'appuis qui permettraient de dessiner les contours d'une perspective d'émancipation assortie d'une coopération plus équilibrée entre les peuples. Ce que j'appelle souvent d'une formule : une alternative économiquement viable, socialement juste, et écologiquement soutenable !

Mais je voudrais au préalable remercier le Parti et ses organisateurs de cette invitation. Une invitation qui témoigne à sa manière de la longue fraternité de lutte entre des camarades des deux rives. Des remerciements qui vont aussi et plus directement à la réflexion théorique comme à la pratique politique qui ont inspiré (et continue encore) des générations de militants et ce depuis de longue date.

À titre d'illustration, je voudrais rappeler que le journal *L'Humanité* comme les publications du Parti continuent à être lus bien avant tout autre support d'information européen et international. Je voudrais pour finir ajouter une touche plus personnelle par un hommage admiratif à l'infatigable et si prolifique Paul Boccara (Tunisien s'il

en est) dont je veux ici saluer et honorer la mémoire.

La Tunisie est ce petit pays au cœur de la méditerranée, peuplé d'un peu plus de 10 millions d'habitants.

Un pays qui, au fil de ses 3 000 ans d'histoire, régulièrement envahi, soumis et pillé, a fini par se constituer en véritable nation au tournant de son indépendance en 1956 et de l'entame du processus de décolonisation. Un processus qui a réussi à rompre le face-à-face avec l'ancienne métropole, sous l'impulsion d'une expérience socialisante. Une approche qui a permis tout à la fois de *tunisifier* toutes les structures et fonctions, et de jeter les bases d'un développement plus autonome. La toute première unité sidérurgique et métallurgique voit le jour en 1967. Ce à quoi il faudrait ajouter des avancées sociales considérables permises par la puissante centrale syndicale UGTT. De proche en proche, le pays connaît une extension rapide de l'enseignement et de la protection sociale. Des avancées qui constituent les prémisses d'un État-providence.

Mais c'est au tournant des années 1990 que les choses vont radicalement changer et prendre une toute autre tournure. Le vent néolibéral poussé par Reagan-Thatcher ayant traversé l'Europe finit par arriver sur nos côtes. Il est désormais question de se conformer à la lettre au dit Consensus de Washington, de se plier à de nouvelles règles du jeu, ou plus exactement à des non-règles, celle de la déréglementation et de la dérégulation.

Jusqu'ici et en dépit de nombreux obstacles et contraintes (comme

celle du besoin lancinant de devises étrangères), l'interventionnisme d'État (en l'absence d'une véritable bourgeoisie entreprenante) avait permis d'élargir la base infrastructurelle et productive tout en favorisant l'émergence d'un secteur privé de PME et de TPE largement protégé, à l'abri de règlements et de droits de douanes.

Au cours de ces années 1990, un basculement s'opère à tous les étages de l'édifice socio-économique. Je veux dire par là l'obligation de se soumettre aux règles de l'OMC et d'accepter la création d'une nouvelle zone de libre-échange avec le Maghreb proposée par l'Union européenne.

La Tunisie adhère et accepte le démantèlement progressif de ses droits de douanes sur les produits et services liés au secteur industriel (les droits de douanes représentent à l'époque près de 30 % du budget). Les marges de l'État s'en trouvent subitement mais aussi durablement réduites. Des marges d'autant plus réduites que l'aide publique au développement change aussi de nature. Les grandes institutions financières internationales et les fonds européens ne se calent plus sur les orientations et les priorités fixées par le plan mais sur une logique de financement liée et conditionnée à des projets sélectionnées par elles-mêmes. On ne mesure toujours pas pleinement, jusqu'à ce jour, les implications déstabilisantes et gravement préjudiciables... de quoi enrichir le concept d'hégémonie !

Outre le fait de se soumettre à un désarmement tarifaire, à l'ouverture de notre économie aux investissements étrangers, à une aide liée et conditionnée,

ledit «soutien international» exige également une «rationalisation de l'action de l'État», en réalité son désengagement de la sphère productive!

Ne voyez pas dans mon propos la tentation de célébrer l'action de l'État, il y aurait beaucoup à dire! Tout ce que je suggère c'est juste la capacité de celui-ci à amortir les chocs lors de certains épisodes difficiles, toutes choses dont ne disposent pas d'autres pays notamment du sous-continent.

Si l'offensive néolibérale est bien un processus en marche, elle subjugue et se diffuse auprès des dites élites dirigeantes et envahit la gestion publique. Le «New Public Management» s'installe aux commandes. Ce n'est plus après... qu'une succession de choix forcés! À l'appel d'air d'importations jusque-là réglementées provoqué par l'ouverture économique répond la nécessité de favoriser un secteur exportateur, sous la forme de zones franches. Un dispositif qui va bénéficier au fil du temps d'avantages et de dérogations sociales toujours plus importantes (exemptions d'impôts et taxes sur 10 ans, dérogation au droit du travail et à la présence syndicale).

Il se trouve que cette réorientation de l'appareil productif coïncide avec l'enclenchement du processus de délocalisation en Europe.

Pas moins de 4 000 entreprises de taille diverse, mais totalisant près de 15 % de la population active employée dans l'industrie et certains services vont progressivement s'installer. Tous les grands noms sont là... des FMN ou de leurs sous-traitants.

Toutes viennent chercher la variable d'ajustement, en l'occurrence le différentiel de coût de la force de travail par rapport à celui de leur localisation précédente.

Une extraversion de plus en plus forte, non maîtrisée et déstabilisante à souhait, mais qui rejoint nonobstant la préoccupation centrale d'un régime libérale acquis à cette modernité libérale, au demeurant de plus en plus autoritaire et répressif: celle d'assurer la paix sociale par la multiplication des emplois, fussent-ils peu qualifiés, précaires et sous protégés... on est loin des décennies 1960 et 70!

Une extraversion qui plus est... qui coûtera fort cher annuellement, de l'ordre de 3 % du PIB, selon les propres estimations de la Banque Mondiale à coups de subventions directes et de manque-à-gagner budgétaire.

Je ne peux m'étendre ici sur les effets pervers qu'a eus cette extraversion poussée sur les relations inter-industrielles et l'appareil économique dans son ensemble et sur les droits sociaux.

Les grandes institutions dites partenaires vont aggraver en accélérant cette dérive. Les soutiens internationaux vont canaliser leur aide (plus en prêts qu'en accompagnement budgétaire) vers «la promotion de l'initiative privée», doux euphémisme pour désigner un ensemble de dispositifs financiers de soutien à un entrepreneuriat capitaliste décomplexé mais toujours aussi fragile!

C'est la grande affaire de la «Mise à niveau». Les Européens mais aussi l'ensemble des bailleurs de fonds conviennent que cette libéralisation à marche forcée risque de provoquer des chocs qu'il convient d'atténuer! Tous vont mettre à disposition des lignes de crédit qui devraient permettre de moderniser et d'élargir les capacités de production des entreprises nationales et d'accélérer la montée en qualification de la force de travail. Une démarche hautement équivoque qui ne profitera au final qu'à la minorité la plus active et la plus proche du régime. Ce qui fera dire par certains qu'il s'agit d'un capitalisme de copinage, mais qui s'apparente plus sérieusement à l'émergence d'un proto-capitalisme familial et rentier.

De facto, la tentative de développement autonome, aut centrée et planifiée, soutenue par une large majorité de la population est



désormais reléguée aux oubliettes de l'histoire.

Il n'est donc plus question désormais que de la compétitivité du site Tunisie, d'avantages concurrentiels à valoriser, de rationalisation de la dépense publique, de la flexibilité de la force de travail, de modération salariale et de gel des droits sociaux... en somme comme partout ailleurs!

Pour dire les choses un peu autrement, la volonté de développement et d'élargissement des droits sociaux s'efface et se délite au profit d'une vision mercantile et vénale du devenir du pays. Vous n'avez pas idée des ravages que ce retournement a occasionnés dans le corps social.

La trajectoire suivie finit par s'essouffler. L'ascenseur social, véritable *leitmotiv* de la cohésion nationale, tombe en panne, j'y reviendrai! Mais il n'est pas trop fort d'affirmer que s'esquisse déjà une économie à deux vitesses avec son cortège de conséquences: une santé et une éducation à deux vitesses... toutes choses qui finiront par éclater au grand jour, lors de la révolution de 2011!

Pour revenir au plan économique et par là dégager un premier enseignement, l'accord de libre-échange apparaît bien comme un marché de dupes. La proposition initiative de réciprocité s'est révélée pour ce qu'elle est réellement: un échange inégal compte tenu des asymétries de forces productives (ce que nos économistes classiques appellent le pouvoir de marché). Les exportations ne vont cesser dès lors de courir derrière des importations. Un processus circonvolutif qui conduit à une aggravation constante du déficit extérieur que ne peut combler qu'un accroissement continu de l'endettement!

L'ensemble des entreprises publiques de production comme de services publics qui ont maintenu tout ce temps un semblant d'équilibre et amorti bien des chocs (je rappelle à toutes fins utiles que la seule entreprise publique de phosphates couvre par ses seuls excédents tous les déficits de la couverture sociale ainsi que ceux des services de l'eau et de l'électricité), des entreprises souvent *leaders* dans leur branches qui finissent à leur tour par connaître des difficultés quand elles ne sont pas privatisées!

Au cours de la décennie 2000 ce ne sont pas moins de 210 entreprises qui seront privatisées pour une valeur de près de 6 milliards d'euros, soit près de 15 % du PIB. Une privatisation qui certes renflouera pour un temps les caisses de l'État, mais qui aura pour effet majeur de désarticuler un peu plus un appareil productif déjà malmené par son insertion rapide dans la globalisation régionale. Le processus de diversification-densification du tissu industriel est pour ainsi dire étouffé et paralysé au profit d'une multiplication d'entreprises franchisées, et de l'arrivée en force des grandes enseignes de la distribution. En se recroquevillant sur lui-même le tissu économique fait la part belle à l'économie de la débrouille. L'économie informelle alimentée par la contrebande frontalière s'installe durablement!

Mais voilà que le sud du pays s'embrase! Une insurrection de tout le pays minier éclate en 2008. Elle sera réprimée dans le sang... Mais aussi et pour ainsi dire une sorte de répétition avant l'heure.

Autre enseignement de cette période: la fameuse aide liée et conditionnée. Une pratique dévastatrice dont on n'évoque le plus souvent que les effets les plus visibles comme d'indiquer que les lignes de prêts se font sous la forme de crédit acheteur ou de crédit fournisseur, autrement dit une sorte de retour à l'envoyeur. En effet, les prêts offerts par le tandem AFD-COFACE reviennent le plus souvent en France et bénéficient aux groupes industriels les plus organisés. Mais il y a bien plus grave, les bailleurs de fonds exigent que les études de faisabilité et d'impact soient réalisées par de grands consultants internationaux. Les cabinets locaux d'ingénierie et d'études s'en trouvent exclus par le jeu des critères de sélection quand ce n'est pas le contournement des services d'études, de conception et de planification des ministères. Conséquence inévitable, les cabinets locaux voient leur source de revenus se réduire, mais aussi les ministères se vider de leur expertise et de leur savoir-faire!

Les bailleurs de fonds feront mine de constater, après la révolution, que les structures publiques et parapubliques ne sont plus capables de fournir le flux de projets à

financer préalablement identifiés et étudiés par leurs soins.

L'effondrement du régime va ouvrir sans conteste de nouveaux horizons en termes de libertés démocratiques et d'avancées sur les questions sociétales, sans pour autant se traduire par une remise en cause du système économique et social désormais agonisant. Ce n'est pas faute d'avoir essayé.

Les forces de gauche et progressistes ont bien alerté sans pouvoir trouver leur traduction électorale et politique. Le projet reste donc en suspens... je ne peux m'empêcher de repenser à ce raccourci célèbre de Gramsci qui nous dit: «Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.» Et c'est peu dire qu'ont surgit toutes sortes d'afflictions:

- Un effondrement du pouvoir d'achat assorti d'une dépréciation de la monnaie nationale abyssale. Sa valeur a perdu près de 60 % comparativement à l'euro ou au dollar.

- Une pauvreté et l'extrême précarité double en moins de 10 ans: 25 % de la population.

- Une fuite des cerveaux comme le pays n'en a jamais connue: 4 000 médecins, 10 000 ingénieurs informaticiens, architectes venant gonfler le flux traditionnel d'émigration.

J'arrête là la liste de ce qui s'apparente à une crise sociale sans précédent et très similaire et très voisine de celle que connaît la Grèce. Mais devinez quoi? L'Union européenne nous propose un nouvel accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) qui inclurait désormais les secteurs agricoles et la totalité des services... Une offre qui a le plus grand mal à être acceptée, y compris auprès des laudateurs et partisans de la libre circulation des marchandises et des capitaux.

À titre de conclusion provisoire et bien conscient de n'avoir pu développer la dimension proprement politique du bouleversement que connaît le pays, je voudrais dire quelques mots de ce qui pourrait ressembler et se rapprocher d'un véritable accord de coopération.

Cet accord devrait être bâti sur deux piliers. Celui d'un accès à des financements de type fond structurels européens en accom-

pagement d'un nouveau plan de développement axé sur les tendances lourdes qui se dessinent à l'horizon : les besoins sociaux vitaux comme l'eau et l'énergie, d'une part, et l'économie du savoir et informationnelle pour laquelle le pays a encore des atouts, d'autre part.

J'observe que 80 % de nos informaticiens qui quittent le pays trouvent rapidement un poste dans les grandes banques françaises ou les sociétés de services aux entreprises... quand ce ne sont pas elles qui vont directement les débaucher et les chercher sur place!

À court terme, la France serait bien inspirée de proposer sous une forme ou sous une autre un allègement de la dette tel que cela s'est fait au sortir de la Seconde Guerre mondiale

Le second pilier a trait à ce que l'on pourrait appeler un accompagnement du renouvellement et de la montée en puissance de la force de travail. Le système de formation professionnelle et continue est pour ainsi dire inexistant. Il conviendrait de favoriser l'accès aux écoles professionnelles spécialisées.

L'école du Bois de Nantes n'accueille que trop peu d'ouvriers faiblement qualifiés et de jeunes Tunisiens qui s'engagent dans ce métier. Probablement aussi un élargissement du dispositif Erasmus à nos jeunes étudiants serait également une bonne nouvelle.

Je ne sais qu'égrener quelques mesure immédiates et concrètes qui mériteraient d'être systématisées et généralisées à d'autres branches et nouveaux métiers dans le cadre d'un accord véritablement équilibré, et où la réciprocité ne se dissimule plus derrière une asymétrie. ■■■

Multinationales : enjeux et défis. Quelles institutions, quelle intervention ?

Muriel Ternant

Les multinationales structurent la production, les échanges, les flux financiers de la mondialisation contemporaine. Elles sont aussi les lieux et les enjeux de luttes sociales et politiques. Lors des rencontres organisées par le PCF et par notre revue, la matinée du 8 février a été consacrée à une table ronde sur ce sujet, avec des syndicalistes, responsables politiques, économistes et juristes. Elle a été suivie d'une table ronde sur les services publics.

Les multinationales, un enjeu majeur de la réflexion politique

Tibor Sarcey, économiste, a rappelé le poids des multinationales en France et dans le monde. Cœur économique du capitalisme, il en existe 80 000 qui emploient 100 millions de salariés. 60 % des entreprises en dépendent. En France, elles détiennent la moitié des emplois et de la valeur ajoutée du secteur privé.

Elles influencent tout le réseau de sous-traitance comme la Fonction publique qui est asséchée par le jeu des réductions d'impôts.

Défis posés par l'organisation des multinationales

Une organisation qui éloigne les lieux d'information et de décision des salariés

Baptiste Delmas, doctorant en droit à l'université de Bordeaux, spécialiste du droit international, a dressé un tableau juridique de l'organisation des multinationales, qui donne la mesure des difficultés auxquelles sont confrontés les salariés et leurs représentants syndicaux.

Une entreprise multinationale n'a pas d'existence juridique. C'est un groupe qui a des filiales implantées dans différents pays, qui ont-elles-mêmes des sous-filiales et des sous-traitants, ce qui pose deux problèmes juridiques :

– Un premier relatif au droit des affaires : on ne peut pas remonter d'une filiale à une autre ou à la société mère car chaque filiale n'est responsable que de ses propres actes.

– Un deuxième relatif à la souveraineté des États dans lesquels sont implantées les filiales.

Il en résulte une difficulté pour les travailleurs à se retrouver autour de la table avec les véritables décideurs économiques.

Tibor Sarcey a montré comment les multinationales prennent appui sur leur organisation spécifique pour faire remonter le profit vers la *holding*. Outre le versement des dividendes aux actionnaires, elles recourent à des prix de transfert liés aux échanges de services et de marchandises entre les différentes filiales. En fixant les prix de vente, les groupes pilotent le niveau de marge laissé dans les pays, en augmentant ceux des pays à faible fiscalité. Une partie du profit échappe ainsi à l'administration fiscale et aux services publics, ce